

Richard Nixon victime d'une attaque cardiaque

Richard Nixon, ancien président des Etats-Unis, a été victime lundi soir d'une crise cardiaque. Et demeurait hier dans «un état stable», selon ses médecins. Nixon, 81 ans, avait été élu président sous l'étiquette républicaine, en 1968 - après une première candidature malheureuse, en 1960, contre John Kennedy - et reste surtout connu pour avoir été le premier président de l'histoire du pays à avoir été conduit à la démission: en 1974, deux ans après avoir été reconduit à la Maison Blanche par un raz de marée électoral, il avait dû démissionner à la suite du scandale dit du Watergate, du nom de l'immeuble de Washington où des «plombers» commandités par la présidence étaient allés poser leurs micros au siège du parti démocrate. La tentative d'effraction et les efforts pour étouffer l'enquête avaient déclenché une procédure d'impeachment (mise en accusation) au Congrès, que Nixon avait préféré éviter en se retirant. Le scandale a longtemps jeté une ombre sur toute sa présidence, marquée pourtant par la fin du conflit du Viêt-nam et par la reconnaissance de la Chine.

Après une traversée du désert, Nixon est redevenu un invité régulier de l'actualité, s'installant dans un rôle de vieux sage et d'expert, notamment en politique internationale. Ses nombreux ouvrages politiques, ses voyages à l'étranger, ses conseils, recherchés par ses successeurs à la Maison Blanche, ont progressivement fait oublier à l'opinion le président calculateur et souvent paranoïaque du Watergate. P.Br. (Washington)

Les bombardements continuent dans la capitale rwandaise

Au moins 25 civils réfugiés dans un stade ont été tués et près de 60 blessés hier dans la capitale rwandaise, Kigali, au cours d'un bombardement des forces gouvernementales. Selon un porte-parole de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), qui tente vainement d'obtenir un cessez-le-feu entre les belligérants, quatre ou cinq obus sont tombés dans la matinée sur le stade Amahoro, situé dans un secteur contrôlé par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). Environ 5 000 personnes «déplacées» ont trouvé refuge dans ce stade, où est également basé un bataillon bangladaïsi de la Minuar.

Estimant que plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été tuées depuis le 6 avril, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève a chiffré hier à 400 000 le nombre de personnes déplacées au Rwanda. Bien qu'il n'y ait eu aucune accalmie dans la capitale rwandaise, le CICR a repris ses distributions de nourriture, suspendues depuis que, la semaine dernière six blessés transportés dans une ambulance de la Croix-Rouge rwandaise avaient été achevés par des miliciens. S.Etr.

Treize blessés dans un attentat à la voiture piégée à Téhéran

Treize personnes ont été blessées hier dans l'explosion d'une voiture piégée au cœur du quartier d'affaires de Téhéran, provoquant un mouvement de panique parmi la population. Si des bombes de faible intensité, cachées dans des poubelles, avaient déjà blessé trois citadins, le 13 janvier, place Ferdoussi, au centre-ville, c'est la première fois qu'un attentat à la voiture piégée est signalé en Iran depuis 1988, date de la fin de la guerre avec l'Irak. Réagissant avec une célérité inhabituelle, le régime a accusé ouvertement Bagdad d'avoir commandité cet attentat. «Le régime irakien a envoyé récemment quatre poseurs de bombes pour perpétrer des attentats en Iran», a affirmé la radio. Les deux pays, qui tirent l'un et l'autre profit d'un important trafic de contrebande à destination de l'Irak, toujours soumis à l'embargo des Nations unies, s'employaient pourtant à essayer de régulariser leurs difficiles relations. Autre signe d'une reprise de la tension, deux journaux iraniens ont accusé lundi Bagdad de masser des troupes à la frontière, ainsi que des Moudjahidin du peuple (principale formation d'opposition irannienne). J.-P.P. (avec AFP, Reuter)

L'HISTOIRE

L'habit ne fait pas le militaire

Le prestige de l'uniforme permet en Chine d'ouvrir de nombreuses portes. Des escrocs en ont fait l'expérience en montant une fausse société de négoce de l'Armée populaire. Le secteur militaire chinois joue un rôle prépondérant dans le commerce national. La firme avait établi 44 bureaux dans 12 provinces et employait 400 personnes, complices ou dupées, dont une partie était des officiers. Selon un journal officiel, ses deux directeurs, qui se prétendaient colonels, ont réussi à tromper des centaines de clients. Les municipalités leur commandaient des marchandises qui n'étaient jamais livrées. Les escrocs avaient réussi à se procurer des uniformes, des galons et des armes légères en soudoyant des dépôts militaires. Ils possédaient également une dizaine de voitures de luxe, munies de plaques de l'armée. Cette mise en scène leur a même permis de participer à une cérémonie officielle rassemblant des cadres de la province. En un an, ils ont empoché l'équivalent de plusieurs centaines de milliers de francs, avant d'être arrêtés en mars dernier. L'affaire, considérée comme la plus grosse du genre, a été portée à la connaissance du chef de l'Etat, Jiang Zemin.

LE CHIFFRE

30 kilos le poids moyen d'un détenu kazakh

C'est le poids moyen des détenus, jeunes pour la plupart, qui s'entassent à la prison d'Aktioubinsk, au nord-ouest du Kazakhstan. Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, cité par l'agence Itar-Tass, neuf personnes y sont déjà mortes de famine, un fléau qui touche toutes les geôles du pays. Cette ancienne république soviétique ne parvient plus à alimenter convenablement ses 80 000 prisonniers. A Semipalatinsk, au nord-est du pays, cinq détenus ont dû, pour survivre, manger la chair de leur compagnon de cellule. Ils ont assommé leur victime avant de dépecer son corps et de le faire cuire dans une bouilloire.

PROCHE-ORIENT

Coup de filet de l'armée israélienne contre le Hamas

De cent à trois cents partisans du Hamas et du Jihad islamique ont été arrêtés hier dans les territoires.

Jérusalem, de notre correspondant

L'armée israélienne a opéré lundi soir une vaste rafle dans les rangs de partisans du mouvement de résistance islamique Hamas et du Jihad islamique, à Gaza et en Cisjordanie, au lendemain d'une vague d'attentats sanglants. Le nombre d'arrestations varie de plus d'une centaine à près de trois cents selon les sources. L'armée restant à ce sujet muette. C'est en tous cas le plus important coup de filet visant les intégristes palestiniens depuis l'arrestation et l'expulsion au Liban de 415 d'entre eux en décembre 1992. Ceux-ci avaient été autorisés à rentrer au bout d'un an. Si plusieurs des expulsés de 1992 font partie des personnes arrêtées, il semble que les leaders islamistes les plus connus aient été, jusqu'ici, épargnés.

Ezzedine el-Kassam, la branche militaire du Hamas, a revendiqué la responsabilité des deux récents attentats-suicide contre des autobus israéliens, faisant douze morts, et l'attaque à la hache menée lundi dans un bus de Jérusalem par un jeune Palestinien, que ses amis décrivent comme étant favorable au Fatah de Yasser Arafat. Elle a promis de mener en tout cinq attaques de ce type pour venger les victimes du massacre d'Hébron. Ces attentats, qui ont eu un profond retentissement dans l'opinion, ont provoqué un raidissement du gouvernement Rabin.

Le gouvernement a d'abord adressé une sévère mise en garde à la Jordanie, d'où étaient parties les revendications des attentats. Avertissement qui a

porté, puisque le roi Hussein a déclaré que Hamas était «illégal» dans son pays, et aurait retiré les passeports jordaniens des deux responsables islamistes qui avaient pignon sur rue à Amman. Il a ensuite dirigé son «tir» sur l'OLP, en raison des informations faisant état d'une tentative de rapprochement entre le mouvement de Yasser Arafat et le Hamas à Gaza. Rabin a déclaré qu'un accord entre l'OLP et le Hamas, s'il permettait à ces derniers de poursuivre leurs attaques en Israël, rendrait l'accord d'Oslo caduc. Il a toutefois accepté l'existence d'un «dialogue» entre les deux mouvements, à condition qu'il porte sur la vie quotidienne des Palestiniens... Il s'oppose par ailleurs catégoriquement à la libération de prisonniers pro-Hamas, comme l'exige Arafat dans les négociations du Caire.

Malgré cette fermeté, le gouvernement ne sait visiblement pas comment faire face au Hamas, qui manie avec art la violence et la diplomatie, comme en témoigne cette nouvelle déclaration hier, proposant un «traité de paix» si Israël se retire de tous les territoires, y compris Jérusalem, et démantèle les colonies.

Par ailleurs, six membres des Fatah du Fatah, le groupe de choc de Yasser Arafat, sont rentrés à Gaza hier, après s'être enfuis à l'étranger ces dernières années. Plusieurs centaines de personnes les ont acclamés. Une cinquantaine d'autres cadres de l'OLP bannis ou recherchés sont attendus demain. P.H.

GRANDE-BRETAGNE

D Day: John Major provoque la colère des vétérans

Le gouvernement britannique est accusé de faire des cérémonies du débarquement un véritable show.

Londres, de notre correspondant

Les vétérans britanniques de la Seconde Guerre mondiale sont en colère. A six semaines du 50^e anniversaire du débarquement, ils accusent le gouvernement de John Major de transformer l'occasion en un «véritable show, sans aucun respect pour les soldats qui sont tombés pour libérer la Normandie».

La polémique, qui couvait depuis le début de l'année, s'est accélérée depuis la fin de la semaine dernière, alors que le ministère de la Culture révélait un programme de «célébrations» de plus de trois mois, avec de nombreux défilés, feux d'artifices et autres concours de châteaux de sable. Aussitôt, de nombreuses associations estimaient que «ces festivités étaient totalement déplacées, et ne contribuaient qu'à rendre triviale une commémoration qui devait être avant tout solennelle, la libération de la Normandie avant la mort de plus de 37 000 soldats britanniques». Selon les vétérans, «les "fêtes de rue" doivent être réservées à l'anniversaire de la victoire», en 1995. Dans un appel au Premier ministre, ils ont donc réclamé, ce week-end, l'annulation de

toutes les activités prévues.

La controverse a rapidement pris une dimension politique. Selon le Labour, «les conservateurs n'ont absolument pas consulté tous ceux qui ont survécu à cette bataille et se sont une nouvelle fois totalement trompés sur le sentiment de la nation face à l'anniversaire du débarquement». Un argument qui a été repris depuis trois jours par toutes les radios et les télévisions du royaume. Plus grave peut-être pour John Major, certains parlementaires ont également suggéré publiquement que «toutes ces distractions avaient pour principal objectif de détourner l'attention du pays de l'échec probable que connaîtront les conservateurs lors des élections européennes du 9 juin».

Hier finalement, le gouvernement a battu en retraite, en décidant de supprimer le terme «célébrations» pour le remplacer par «commémorations» sur chacun de ses prospectus. Mais le programme, lui, est maintenu. La controverse risque donc de se poursuivre. Dans la soirée, John Major devait ainsi se justifier encore une fois de ses plans de commémoration au Parlement.

Fabrice ROUSSELOT

JAPON. Le chef de la liste Tsutomu Hata de la coalition libérale a été élu Premier ministre qui a pris la mission le 8 avril. La démission de Watanabe, ex-ministre des Affaires étrangères, de ne pas se présenter était le seul candidat.

CHINE. Wei Jingsheng a été placé en résidence surveillée dans un hôtel de la banlieue de Pékin et a affirmé hier sa famille. Il a été interpellé le 1^{er} avril et était soupçonné par la police de «commis de nouveaux crimes».

SRI LANKA. Un groupe de militants tamouls a menacé d'attaquer touristes et investisseurs et plusieurs ambassades ont décidé d'alerter les ressortissants. Ce groupe, baptisé «Eelam People's Revolutionary Front», est responsable de tentatives à la bombe, le 8 avril, contre trois hôtels de touristes.

IRAK. Bagdad a rejeté une «proposition hâtive» du gouvernement américain de rompre les relations diplomatiques. «Il est probable qu'une décision a été prise à la suite de pressions syriennes», a déclaré un ministre irakien de l'Information.

ALLEMAGNE. Un conseiller d'Helmut Kohl a poursuivi pour injures un journaliste de Heinrich Heine. Heinrich Heine, journaliste de la presse allemande, a été condamné à un an de prison en 1992, qualifié le 1^{er} ministre polonais de «plus grand des contribuables allemands».

MEXIQUE. Le banquier Helu se plaint que ses clients «répondent» à ses demandes. Enlevé le 14 mars, le banquier de la banque Helu a été libéré par son conseil d'administration dans une lettre datée du 14 mars, demandant de payer la rançon.

PEROU. Une attaque terroriste lumineuse a failli avoir lieu dimanche dans deux villes de Mazamari (280 km de Lima). Selon la télévision, des centaines de belles maoïstes ont défilé et massacré les habitants qui résistaient, ainsi qu'un officier et des femmes et de

NIGERIA. Des affrontements armés ont causé dix morts et plus de 100 blessés graves, entre deux groupes de part et d'autre de la frontière séparant les Etats de Rivers et de Benue, dans le sud-est de la Nigeria, rapportent les journaux dépendants Guardian.

GRANDE-BRETAGNE. Le Labour a lancé un raid contre le gouvernement hier matin. Cette opération visait à démanteler les structures de la campagne électorale républicaine irlandaise et à empêcher le lancement de nouvelles entreprises rackets d'entreprises irlandaises. Une quarantaine de personnes ont fait l'objet de perquisitions en Grande-Bretagne.

ITALIE. Un ex-président de la région de Palerme a été condamné à un an de prison pour complicité présumée dans le massacre de haut rang de Napoléon, le supercollaborateur de la Nuova Partita, à échapper à son arrestation.